



Berlin Eco

NUMERO 2

© DG Trésor

20 janvier 2020

ACTUALITE ECONOMIQUE

ENVIRONNEMENT MACROECONOMIQUE

Selon les premières [estimations](#) de Destatis, la croissance (réelle) du **PIB** s'élève à 0,6 % en 2019 (après +1,5 % en 2018, en données cjo), soit la plus faible croissance observée depuis 2013. Les prix à la consommation ont augmenté modérément (+1,4 % après +1,8 % en 2018). Cette croissance s'est surtout appuyée sur la construction et a été freinée par l'industrie hors construction, le secteur automobile en particulier. La consommation a été le moteur majeur de la croissance économique, en particulier la consommation publique (+2,5 % après +1,4% en 2018 ; consommation privée +1,6 % en 2019 après +1,3 % en 2018). Si l'investissement dans la construction a augmenté en 2019 (+3,8 %, après +2,5% en 2018), les investissements dans les équipements ont nettement ralenti (+0,4 % après +4,4 % en 2018). La formation brute de capital (incluant investissements mais aussi les variations de stocks) a reculé de 1,7 % en 2019 en raison d'une baisse sensible des stocks.

Selon [Destatis](#), les **exportations** et les **importations** ont continué de progresser en 2019 (+0,9 % et +1,9 %) mais à un rythme ralenti (+2,1 % et +3,6 % en 2018) du fait du contexte international incertain. Le solde extérieur atteindrait ainsi 207,8 Md€ (+1,7 Md€ par rapport à 2018, en prix courants).

POLITIQUE BUDGETAIRE

L'Allemagne affiche en 2019 un excédent budgétaire pour la 8^{ème} année consécutive, estimé à 1,5 % du PIB par Destatis ([estimations](#) provisoires pour l'ensemble des administrations publiques). Cet excédent (49,8 Md€) est inférieur au record de 2018 (62,4 Md€ en 2018, en prix courants). L'excédent du Bund s'élève à 19,2 Md€ (13,3 Md€ pour les Länder, 10,7 Md€ pour les comptes de sécurité sociale et 6,6 Md€ pour les communes). La hausse des recettes publiques (+3,5 %) est portée par une progression sensible des rentrées fiscales liée à la robustesse de l'emploi mais est ralentie par la baisse du produit de l'impôt sur les sociétés. Les dépenses publiques (+4,5 %) ont augmenté plus fortement que les recettes avec la hausse des dépenses sociales (régime public des retraites notamment) et des investissements publics dans la construction en particulier.

POLITIQUES SOCIALES

Selon les premières [estimations](#) de Destatis, **l'emploi** a atteint un nouveau record en 2019 (45,3 M de personnes), poursuivant sa progression (+0,9 % sur un an) portée par la croissance de l'emploi salarié (+1,6%). Le taux de participation et le solde migratoire ont continué de compenser les effets démographiques sur l'emploi. Si le volume des heures travaillées a progressé de 0,4% en 2019 en raison de la hausse du nombre de personnes en emploi, le temps travaillé par personne en moyenne a néanmoins reculé de 0,5 % en 2019 suite à une augmentation de la part des personnes travaillant à temps partiel. Le nombre d'emplois vacants reste à un niveau élevé mais aurait diminué de 3,0 % en 2019. Le nombre de



chômeurs (définition de l'ILO) reculerait en 2019 (-6,5 % sur un an) pour la 10^{ème} année consécutive, avec un taux de chômage de 3,0 % en 2019.

La part des **salaires** dans le revenu national a continué de progresser en 2019 (à 72,3 % après 70,8 % en 2018 ; estimations provisoires de [Destatis](#)) avec une masse salariale en hausse de 4,5 %, portée par une hausse du nombre de personnes en emploi (+1,2 %) et une augmentation de 3,2 % du salaire moyen par tête (brut), alors que les revenus des entreprises et des capitaux reculaient de 2,9 %. La productivité horaire a très légèrement progressé (+0,1 %) en 2019 tandis que les coûts salariaux unitaires ont augmenté bien plus fortement (+3,5 %).

La fédération automobile VDA et les partenaires sociaux de la métallurgie Gesamtmetall et IG Metall ont présenté lors du **sommet automobile à la chancellerie** fédérale le 15 janvier 2020 des [propositions communes](#) pour soutenir l'industrie, notamment la mise en œuvre d'un dispositif de chômage partiel plus généreux, sur le modèle de 2009.

ACTUALITE FINANCIERE

MARCHES FINANCIERS

Le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie a émis pour la 2^{ème} fois une **obligation à 100 ans** (1^{ère} émission en avril 2019) avec un volume de 1,3 Md€ et un coupon de 1,375 %.

REGULATION FINANCIERE

Le ministère des Finances a présenté le 15/01/2020 [un projet de loi relatif au redressement et à la résolution des contreparties centrales](#). La BaFin, la Bundesbank et le secteur financier saluent cette initiative qui vise à anticiper l'entrée en vigueur d'un règlement européen et accordera des compétences supplémentaires aux autorités de supervision.

Dans son [discours du Nouvel An](#), le président de la BaFin, Felix Hufeld, a à nouveau expliqué qu'il était favorable à la création d'une nouvelle autorité au niveau européen qui serait chargée de **la lutte anti-blanchiment**, plutôt qu'à l'élargissement des compétences de l'EBA qui devraient, à son avis, être cantonnées à l'harmonisation de la régulation.

Un [projet de loi](#) du ministère des Finances prévoit de transférer la **supervision des courtiers et conseillers en placements financiers** des Länder (supervision exercée par la chambre de commerce et d'industrie ou l'autorité chargée du registre du commerce) vers la BaFin afin d'harmoniser et améliorer le contrôle.

BANQUES ET ASSURANCES

Suite à l'accord de la Commission européenne du 5 décembre dernier, **NordLB** a été [capitalisée à hauteur de 3,6 Md€](#). Le 10 janvier, Moody's a relevé de deux crans (de Baa2 à A3) la notation de la banque.

Selon le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le gestionnaire d'actifs **Dekabank** et la banque régionale **Helaba** auraient chacun formé une équipe chargée d'examiner le projet de fusion entre les deux entités. Les fédérations régionales des caisses d'épargne propriétaires de Dekabank seraient majoritairement opposées à une fusion.

Standard & Poor's et Moody's prévoient une baisse significative du **taux de solvabilité en 2020 des dix plus importants assureurs-vie allemands** en raison de la baisse du taux de rendement des obligations allemandes à 10 ans en 2019 (- 90 points de base) et de la hausse des réserves obligatoires supplémentaires (ZZR) pour 2019 par rapport à 2018.



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Etienne Oudot de Dainville
Service Economique de Berlin
Ambassade de France en Allemagne

Adresse :
Pariser Platz 5
10117 Berlin
Twitter: @FRTresor_Berlin

Rédigé par : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et
Laurence Rambert
Revu par : Catherine Rozan

Version du 20 janvier 2020